

Interview

A COEUR OUVERT AVEC LE PRESIDENT NDADAYE

A la veille de son investiture Melchior NDADAYE a accordé une interview à la journaliste Catherine WATSON de la BBC. PANAFRIKA vous propose les passages les plus significatifs de cette interview.

Catherine Watson :

Vous avez gagné beaucoup de sièges au Parlement. Est-ce que vous croyez que vous allez avoir une opposition suffisante ?

Melchior NDADAYE : L'opposition sera faible. C'est vrai : Ils n'ont que 16 sièges, ce n'est pas beaucoup. Nous avons 80% des parlementaires, c'est une majorité constitutionnelle, c'est-à-dire que nous pouvons modifier la constitution si nous voulons. Il faudra que les seize membres de l'opposition se battent fort pour faire passer leurs idées.

Et quelles sont les lois prioritaires que vous allez changer ? La partie de la constitution que vous allez changer ?

C'est une partie qui concerne les élections à la base, les élections communales, parce que le pouvoir qui vient d'être défait avait prévu des élections qui sont indirectes, qui ne permettent pas à la population finalement de choisir librement tel que nous l'entendons les représentants au niveau des collines et au niveau de la commune. Et ensuite ces élections ne prévoient pas la compétition

des partis parce que le pouvoir avait peur que le parti UPRONA ne soit finalement défait au niveau des élections à la base, c'est ça que nous allons modifier.

Est-ce que vous êtes populiste ?

Vous avez promis beaucoup de choses. Est-ce que c'est vrai ? Comment vous allez gérer les aspirations de vos adhérents.

J'ai promis des choses tout à fait réalistes en 46 propositions. Les gens qui critiquaient mon programme n'ont trouvé finalement que 2 ou 3 points à critiquer, le reste est relativement correct. Ceci dit c'est un programme pour 5 ans. Nous nous donnerons les moyens nécessaires pour le réaliser mais ce qui est important pour nous aujourd'hui c'est de ramener la confiance dans la population, c'est de créer le climat de liberté pour que les gens s'épanouissent et se sentent à l'aise.

Est-ce que vous croyez que votre victoire va libérer beaucoup d'énergie dans la population. Des gens qui ont été un peu exclus et puis les gens qui ont été privilégiés doivent vraiment travailler dur dans le secteur privé maintenant. Ils ils ont dit qu'il faut couper le budget, surtout à l'armée parce que ça consomme 30% du budget ordinaire, est-ce que ça va être politiquement difficile pour vous ?

Oui, certainement que ça va être difficile. Nous allons négocier avec le F.M.I., et la Banque Mondial, pour établir des priorités. Nous sommes tout à fait d'accord pour rétablir les équilibres macro-économiques. C'est important pour l'assainisse-

ment de notre économie, mais il faut être réaliste et ne pas finalement provoquer des chambardements qui pourraient mettre en péril même la stabilité politique.

Donc, l'objectif d'assainir l'économie ne doit pas oublier l'autre objectif qui est aussi fondamental, de stabiliser politiquement les sociétés. Et je pense que nos partenaires de la Banque Mondiale et du F.M.I. seront suffisamment compréhensifs sur ce sujet.

Vous avez dit que vous allez libérer à peu près cinq cents prisonniers politiques. Mais c'était vrai que les personnalités comme l'ancien Ministre NYABOVA ont vraiment volé de l'argent et alors on peut globaliser et dire qu'ils sont tous prisonniers politiques ?

La définition du prisonnier politique est assez discutable surtout dans ce pays où chacun essaie de prendre les choses du côté qui l'arrange finalement. Mais ce qui nous importe nous, c'est pas de nous perdre dans des spéculations au niveau des définitions, ce qui nous importe c'est de faire sortir les gens. Il y en a qui peuvent être qualifiés de prisonniers politiques, il y en a qui peuvent être qualifiés de prisonniers de droit commun. Il y en a réellement qui sont prisonniers politiques, réellement prisonniers de droit commun. Tous ces gens-là nous allons les faire sortir, même les gens qui avaient détourné de l'argent, volé de l'argent, ils seront poursuivis en Civil si jamais il y a des preuves pour ça pour qu'ils continuent à réparer le préjudice qu'ils avaient causé aux tiers. Mais sinon nous pensons qu'il restera très peu de gens en prison. Les seules personnes

qui ne seront pas concernés par l'amnistie ce sont les criminels, les gens qui avaient commis des crimes crapuleux et les bandits à main armés.

Uniquement ceux-là. Et j'espère qu'ils m'entendent bien, il n'y a pas question que ce genre de personnes bénéficie de l'amnistie. Sinon, pour le reste, je pense qu'ils peuvent patienter. Nous sommes en train de préparer une loi d'amnistie générale. Ce sera probablement passée devant le Parlement, d'ici quelques semaines, les gens vont être libres.

Comment est-ce que vous allez concrètement gérer la situation des biens de 1977 parce que moi je vois une situation probable que, comme le Président BUYOVA disait aux gens qu'il fallait rendre les maisons aux rapatriés qui revenaient, il le voyait dans le cadre de l'Unité. Mais j'ai peur que si vous voulez faire exactement la même chose à la même vitesse, les gens vont voir ça un peu comme la revanche, vous voyez maintenant que les gens que l'on chasse des maisons. Qu'est-ce que vous pensez de ça, concrètement qu'est-ce que vous allez faire ? Est-ce que vous avez peur que ça va être très mal interprété, par certains secteurs de la société ?

Nous allons mettre sur pied une commission nationale ayant un pouvoir juridictionnelle qui sera chargée de trancher sur ce genre de litiges. Cette commission comprendra les représentants des

Suite en Page 4

A COEUR OUVERT AVEC LE PRÉSIDENT NDADAYE

réfugiés, les représentants de l'administration et les représentants d'autres personnalités ou d'autres personnes intéressées par cette question-là. Et je pense, et c'est logique, que chaque dossier sera traité au cas par cas, individuellement. Il y a des cas où effectivement les biens seront retournés à leurs anciens propriétaires, c'est sûr... Il y a d'autres cas où manifestement il devrait y avoir un arbitrage pour indemniser les uns et les autres et il y a d'autres cas où il faudra probablement partager le patrimoine. Ceci étant dû au fait que les responsabilités pourront être partagées entre le propriétaire actuel et l'Etat qui lui a facilité l'acquisition de ces biens, ensuite, les propriétaires actuels, certains ont investi de bonne foi sur certains terrains, et ils ne savaient pas. Il ne serait pas logique effectivement de pénaliser leurs enfants, alors que finalement, la faute, si faute il y a a été commise par quelqu'un qui peut être parfois n'existe plus, et déjà décédé. Donc ce sont des situations qu'il faut analyser méticuleusement, sereinement, cas par cas, pour essayer de trouver des solutions qui puissent arranger tout le monde.

Est-ce que vous avez peur qu'il n'y ait pas vraiment assez de terres par tous les rapatriés qui vont venir ?

Non, le problème ne se trouve pas de ce côté là, nous avons encore des communes qui sont peuplées dans la région de l'Est du Burundi, le problème se trouve surtout au niveau de l'acceptation de ces rapatriés pour aller recommencer leur vies dans des communes qui sont en friche, pratiquement. Le problème se trouve là, j'ai comme une impression que les paysans voudront réintégrer les anciennes propriétés. Pour ceux qui le peuvent, nous allons encourager cet esprit.

Mais pour les autres où il y a manifestement des problèmes, nous allons plutôt les encourager à recommencer leur vie dans d'autres communes, avec le soutien de l'administration et le soutien du H.C.R.

Comment votre victoire, va accepter la situation au Rwanda. Est-ce qu'il y a des contacts que vous pourrez prendre pour aider à résoudre le problème-là ?

Absolument notre victoire va certainement affecter positivement les solutions de la question rwandaise dans la mesure où beaucoup de rwandais, la plupart des partis politiques ont accueilli favorablement notre victoire.

Rien que ce climat de sympathie au Rwanda nous donne une position qui nous permette d'influencer positivement l'évolution des choses dans ce pays. Ensuite nous avons une politique tout à fait libérale en ce qui concerne la question des réfugiés par exemple. Nous voudrions que les réfugiés puissent aller et venir, entre les 2 pays et ayant bien entendu renoncé au statut de réfugié.

Nous voulons les aider à obtenir leurs passeports, leur cartes d'identité comme ça, ils pourront s'installer au Rwanda et même continuer à faire leurs affaires ici au pays, et au niveau global nous allons favoriser la libre circulation des personnes et des biens entre le Rwanda et le Burundi et le libre investissement ce qui nous permettra de résoudre la question des réfugiés rwandais au Burundi et Burundais au Rwanda.

Est-ce que vous voyez votre victoire comme une victoire du peuple Hutu ?

Euh, ma victoire est une victoire pour le peuple burundais, et au sein de ce peuple burundais, il y a une composante hutu et une composante tutsi. Et je pense que c'est une

victoire pour toutes les personnes qui ont lutté pour le changement et qui ont été d'une façon ou d'une autre victime du pouvoir UPRONA. Ceux-là ils se rencontrent dans les deux ethnies.

Est-ce que vous êtes surpris d'avoir gagné ?

Pas du tout. Je m'attendais à cette victoire depuis plusieurs mois et je l'avais annoncé plusieurs fois. Je ne suis pas surpris.

Est-ce que vous êtes surpris que les élections soient allées tellement bien, pas de tricheries, est-ce que vous vous attendiez à ce que ce soit aussi impeccable ?

Oui de ce côté-là je suis étonné, positivement !

Nous nous attendions à ce que le pouvoir utilise ses atouts, les atouts qu'il a, pour essayer effectivement de tricher. Mais nous avons été suffisamment vigilants, il y a eu beaucoup d'observateurs, je pense que même si le pouvoir avait voulu le faire et je crois que l'intention ne manquait pas, il y avait suffisamment de garde-fous pour l'en empêcher.

Et pourquoi ils n'ont pas triché parce qu'ils se sont rendus compte que la volonté de changer était très forte. Sur toutes les collines, dans toutes les communes, nous avions des gens qui étaient prêts à tout s'ils s'étaient rendus compte que l'administration était en train de tricher. C'était très difficile. Les gens étaient prêts à dormir sur les urnes pour éviter que ces urnes soient interchangées en cours de route. Cette volonté a été un atout pour nous et le pouvoir a vu que c'était trop dangereux de se heurter à cette forte volonté populaire.

Est-ce que vous croyez que la politique de BIUYOYA, la politique de l'Unité Nationale des cinq dernières années a

dé beaucoup le changement ?

Oui, certainement, la politique de la 3e république depuis 1988 a décrispé dans une certaine mesure les relations interethniques. Il faut le reconnaître.

Pendant, cette décrispation s'est faite de manière superficielle et non profonde parce que c'est une décrispation qui a créé un équilibre apparent alors que les causes d'instabilités restaient; la preuve c'est toutes les crises qu'on a connues en 91, en 92, et qui risquaient de continuer si le régime UPRONA était resté au pouvoir. On s'acheminait vers finalement l'échec total du modèle BIUYOYA si on avait pas procédé à ce changement salutaire qui vient d'intervenir dans ce pays.

Est-ce que vous pensez que c'est possible que le PALIPEHUTU pourrait attaquer le pays maintenant ?

Je ne vois vraiment pas le PALIPEHUTU attaquer le pays. Il n'y a pas de raison et il ne serait pas suivi par la population et se heurterait à une forte résistance. Ce serait de la folie, je ne pense pas.

Est-ce qu'on va faire des procès politiques, des procès des droits de l'homme ?

Non, nous ne voulons pas déstabiliser la société burundaise par des procès de ce genre, non, ce serait inutile, mais ce que j'ai promis c'est que nous allons mettre sur pied un tribunal chargé de trancher sur les litiges liés aux violations des droits de l'homme et c'est ce tribunal-là qui sera un garde-fou pour toutes les personnes qui seraient tentées d'attenter aux droits de l'homme. Mais dans notre intention nous ne voulons pas

Suite en Page 11

DU PLOMB DANS LES AILES DES "HIRONDELLES"

Avec un score de parité (2-2) le Burundi reste en tête du groupe mais n'est pas qualifié car le vainqueur de retard, peuvent se qualifier après leur match contre le Congo. Mais, non plus ne le sont pas encore.

Si les Diables pouvaient...

Les Burundais ne sont pas encore tout à fait morts. Mais leur vie ne tient plus qu'à un exploit des Diables Rouges du Congo, pour se qualifier, les Burundais espèrent une victoire du Congo sur la Guinée, ou tout au moins un match nul à condition qu'il soit vierge, car en effet, si un score nul vierge

mettrait les deux pays à égalité parfaite, ce qui obligerait la CAF à organiser soit un tirage au sort, soit un match d'appui sur terrain neutre pour les départager, un nul non-vierge qualifierait automatiquement la Guinée. Alors Diables, si vous ne violez pas la Cage des autres, au moins ne les laissez pas violer la votre.

Quoiqu'il advienne, le plus dur est à venir

Et si le Burundi était parmi les douze pays participant à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations en Tunisie à partir du 25

Mars 1994. Aurait-il tous les moyens nécessaires pour assurer cette participation, lui qui n'a pu satisfaire pour un seul match à domicile ? Qu'en serait-il si les INTAMBA devait disputer 3 matches par semaine, eux qui ont tremblé pour un seul match attendu pendant plus de deux mois ? Imaginons Baudouin et Dominique à Tunis ou à Bizerte, seraient-ils toujours forts, toujours égaux à eux-mêmes pour supporter d'être à la fois préparateur physique, entraîneur, sélectionneur, manager, intendant, masseur ou kiné, redresseur de moral... ? Dans ces conditions, faire ce qu'ils ont fait

jusqu'ici relève de l'exploitation au travail héroïque.

L'équipe nationale Burundaise qualifiée ou pas, les responsables du sport burundais en général sont à pied d'œuvre. A-t-on raison d'espérer qu'avec le Burundi nouveau, une attention particulière sera réservée à ce domaine ? Peut-on espérer que le fait de ne voir le mot sport nulle part dans les appellations des différents ministères n'est qu'un simple oubli qu'il y a lieu d'entendre, comme certains le font croire, sport dans "loisir" ? Pourvu que le sport ne soit pas réduit au simple loisir.

Prosper NDAYIRAGIJE

A COEUR OUVERT AVEC LE PRÉSIDENT NDADAYE

ressusciter les conflits du passé pour essayer de stabiliser la société burundaise.

Il y a des gens qui disent qu'il n'y a pas assez de hutus préparés pour les grands postes. Pour moi ça ne semble être l'implication du passé si par exemple il n'y a pas beaucoup du monde qui a fait le Droit à l'Université par exemple.

Est-ce que c'est vrai ? Je sais que vous n'allez pas gouverner seulement avec les hutus. Mais est-ce que vous croyez que c'est vrai qu'il y a un manque d'hommes pour vous ?

Oui de toutes façons les gens qui vous disent cela savent très bien pourquoi la situation est comme ça, c'est précisément contre quoi nous nous sommes battus. Il y a eu l'une façon visible une politique d'exclusion au niveau de l'enseignement, même secondaire, supérieur. Ce qui fait que on se rend compte que les cadres hutus sont moins nombreux de toutes façons que les cadres tutsi.

Bon ceci dit, nous allons faire des efforts pour rendre transparent les domaines de l'éducation, pour que toutes les chances soient partagées équitablement pour tout le monde.

En ce qui concerne l'utilisation et l'affectation des

compétences actuelles, nous prendrons les compétences là où elles sont, s'il y a des hutus compétents on leur donnera les responsabilités qu'il faut et s'il y a des tutsi compétents on leur donnera les responsabilités qu'il faut. De toutes façons on ne vas inventer un cadre lorsqu'il n'existe pas. Les équilibres vont se rétablir progressivement.

Est-ce que vous allez vite changer tous les grands postes, comme ambassadeurs, directeur de cabinets, directeurs des sociétés publiques, est-ce que vous allez aller doucement, le FRODEBU a-t-il assez de technocrates pour toutes ces positions là ?

D'abord il faut savoir que nous ne mettrons pas en avant absolument le critère d'appartenance politique. Je pense qu'il faut privilégier, pour mieux gérer cette société le critère de compétence. Ceci dit, on ne peut pas exclure effectivement que le FRODEBU va se donner les moyens pour mener à bien sa politique.

Autrement dit, le gouvernement qui va être mis sur pied sera effectivement dominé pour des représentants du FRODEBU, même si nous aurons au sein de ce gouvernement des personnalités provenant d'autres sensibilités politiques.

Au niveau des postes de responsabilités dans d'autres secteurs nous mettrons en avant le critère de compétence. S'il y a des militants du FRODEBU qui remplissent ces critères, ils auront les possibilités d'occuper ces postes. S'il n'y en a pas nous prendrons les compétences là où elles sont.

Même les gens de l'UPRONA, vous pourrez les choisir ?

Oui, il n'y a pas de problème.

Il y a une 3e Ethnie ici. On en parle très très peu. Ce sont les Batwa. Quelle est votre position ? Qu'est ce qu'on peut faire pour les Batwa qui sont très marginaux ?

Ma position est très claire et je l'ai répété plusieurs fois. C'est une ethnie

qui constitue 1 pour cent de la population et on a tendance à l'oublier effectivement. Et ce sont des gens qui sont marginalisés, très marginalisés. J'ai déjà demandé à certains de mes partenaires internationaux de prévoir dans leurs volets de coopération un programme spécial pour la promotion des Batwa

Et je pense que, d'ici à deux ou trois ans on aura les résultats. On va les intégrer dans le système éducatif, économique notamment pour l'octroi des terres pour qu'ils s'installent comme les autres paysans. En tout cas je n'aimerais pas personnellement que à la fin de cette législature on ait encore des citoyens burundais marginalisés et laissés pour compte.

Propos recueillis par Catherine WATSON, BBC.

Confiez-nous vos annonces et publicités pour un prix hautement promotionnel

Une page : 50.000 FrBu
1/2 page : 30.000 FrBu
1/4 page : 15.000 FrBu
1/8 page : 10.000 FrBu